

Bases préliminaires
pour une grève
générale
illimitée
victorieuse

par Force étudiante critique
www.forceetudiantecritique.org

« [Le syndicalisme étudiant de combat] implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale. »

Présentation de l'ASSÉ sur son site.

Le mouvement étudiant est une fois de plus à la croisée des chemins. Rares sont les budgets gouvernementaux qui ont sévi aussi violemment contre la population que le budget Bachand. Jamais une hausse des frais de scolarité n'a atteint l'importance des scénarios présentement sur la table. La solution de la droite aux crises économiques, on la connaît trop bien: c'est de nous la faire payer, celle-ci comme les autres, pendant que les responsables s'en mettent plein les poches. Nous sommes sur le point de céder, de perdre ce que nous avons intérêt à préserver, c'est-à-dire les gains historiques d'un mouvement étudiant dont les sacrifices passés imposent aujourd'hui une reconnaissance. À une attaque gouvernementale aussi brutale, nous devons absolument répondre par un mouvement capable de rendre les coups. Ne soyons pas naïfs, la politique n'est qu'une histoire de rapports de force et jusqu'à maintenant, rien n'indique que nous remporterons cette lutte. Pourtant, seule la victoire est envisageable; l'échec de cette grève signerait la fin de l'accessibilité aux études et placerait le syndicalisme étudiant sur le respirateur artificiel pour plusieurs années. Notre tâche est colossale : construire un mouvement des plus forts dans un contexte politique des plus défavorables. Le récent refus de la grève dans certaines associations membres de l'ASSÉ est un signe de la charge de travail monumentale qui reste à accomplir, une responsabilité qui incombe à toutes et à tous. Les questions d'or-

dre stratégiques, difficiles à résoudre, doivent se poser dès maintenant et c'est ce que nous tentons d'amorcer ici.

C'est lorsqu'il est combatif, démocratique et indépendant de l'État que le mouvement étudiant est capable de grandes choses. Parce qu'il tire sa force d'une participation active et massive, il doit se démarquer par des assemblées générales vivantes, et c'est pour se distancer de la politiciaillerie qu'il doit s'affranchir de toutes les institutions associées au pouvoir traditionnel. Face aux gouvernements invariablement au service de l'élite économique, notre stratégie politique doit être aussi agressive et contraignante que possible. Toute forme de lobbying et de négociation n'est qu'une mise en scène de notre faiblesse si elle n'est pas justifiée par la présence d'un rapport de force significatif provenant de la base étudiante mobilisée.

Nous savons que notre mouvement fait face à des conflits internes pour la plupart refoulés. Les occulter en faisant fi de les résoudre est la pire solution. L'urgence de la situation nous force à diffuser le résultat de nos réflexions actuelles mais notre propos est appelé à s'enrichir au rythme du mouvement en marche. En distribuant massivement ce texte, nous espérons ouvrir un débat venu de la rue, car nous refusons catégoriquement les délibérations cantonnées dans les hautes sphères du milieu étudiant, et de surcroît privées.



DANS LE COIN DROIT : LA FECQ-FEUQ

Depuis les années 1980, les syndicats ont été le théâtre d'un important virage idéologique. La combativité des années 1970 a laissé place à un rapprochement avec les cercles du pouvoir. De plus en plus bureaucratisés et éloignés des travailleuses et des travailleurs, ils ne parviennent plus à générer le moindre gain et à défendre leurs membres, assumant, comme au temps des syndicats catholiques, un rôle d'intermédiaire entre les frustrations légitimes des employés et les ambitions patronales. Les Fédérations étudiantes (FECQ-FEUQ) sont l'expression flagrante de cette situation.

Les Fédérations étudiantes ne sont pas démocratiques: le pouvoir est concentré entre les mains d'exécutifs salariés et pour plusieurs carriéristes et manipulateurs. Pour eux, dans la realpolitik étudiante, tout est permis. Rappelons-nous les nombreuses procédures illégales employées l'année dernière par des dizaines de feuquistes et fecquistes venus noyauter une assemblée générale afin d'y destituer les exécutantes et exécutants de

l'Association étudiante de la TELUQ et de la faire affilier à la FEUQ - manœuvres ultérieurement invalidées par une entente judiciaire. N'oublions pas non plus ces nombreux membres de l'exécutif qui, après leurs mandats, sont embauchés dans les partis politiques et les administrations universitaires procédant aux coupures. À titre d'exemple, André Boisclair, ancien chef du PQ, fut président de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (ancêtre de la FECQ) en 1984 et 1985, tandis que François Rebello, vice-président du PQ de 2005 à 2009, présida la FEUQ de 1994 à 1996.

La FECQ-FEUQ privilégie une stratégie de lobbying, de concertation avec le pouvoir. C'est d'ailleurs dans un contexte de démobilitation généralisée, alors que les frais de scolarité venaient d'exploser pour une première fois en plus de trente ans, que ces organisations se sont consolidées au début des années 1990. Depuis, elles ont contribué systématiquement à la dégradation de nos conditions. En 1996, après avoir refusé de participer au mouvement de grève en cours, la FEUQ négociait avec le gouvernement une hausse très importante des frais de sco-

l'étranger. De son côté, la FECQ, elle, proposait de trouver l'argent pour le gel en coupant dans les conventions collectives des professeur-e-s. Toutes deux, dans le jeu de la négociation, avaient accepté « d'échanger » le gel des frais contre la taxe à l'échec pour mettre fin à la grève. En 2001, contrairement aux autres mouvements sociaux, la FECQ-FEUQ refusait de s'opposer à la Zone de libre-échange des Amériques. Pire, en 2005, elle appuyait la grève deux longues semaines après son déclenchement pour finalement entériner sans mandat une entente à rabais qui fut rejetée ensuite par la majorité des grévistes. Le mal était fait, l'un des mouvements de grève les plus imposants des dernières années venait d'être freiné.

Aujourd'hui encore, les Fédérations étudiantes légitimement, en y participant, la Rencontre des partenaires en éducation. Malgré notre précarité toujours grandissante, elles y négocient à la baisse nos conditions d'études. Soyons clairs : les stratégies de la FECQ-FEUQ sont nuisibles. Et parce qu'elles sont de véritables machines bureaucratiques, quiconque tente de modifier leurs pratiques de l'intérieur se bute inmanquablement à un mur.

GRANDEUR ET MISÈRE DE L'ASSÉ

Face aux Fédérations, il existe une organisation syndicale qui, officiellement du moins, a conservé comme stratégie le syndicalisme de combat. Nous présenterons d'abord une des thèses centrales de notre texte, selon laquelle l'ASSÉ portait en elle les germes de sa propre dégénérescence dès ses débuts. Tout mouvement social, même critique, porte en son sein des éléments de progrès, ainsi que les contradictions qui lui seront fatales tôt ou tard. Afin de ne pas provoquer une rupture dialectique dangereuse, qui verse souvent dans la morale et le dogmatisme, seule une analyse historique débouchant sur

une théorie juste mettra en lumière le chemin par lequel l'ASSÉ en est arrivée là.

Né en 1995, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) est l'ancêtre de l'ASSÉ. Il a été à l'origine de la grève générale illimitée de 1996, alors que le gouvernement péquiste nous annonçait le déficit zéro et refusait parallèlement de promettre le gel des frais de scolarité. S'en est suivie une lutte épique de plusieurs semaines, pendant laquelle se sont multipliées les manifestations et les occupations. Après cette grève, le MDE (seule organisation d'alors offrant une alternative à la FECQ-FEUQ) n'a jamais réussi à gonfler ses rangs, ayant notamment un grave problème d'image. Jusqu'à sa mort, il fut dépeint comme une association marginalisée, reconnue pour ses actions d'éclat spontanées, ses principes sans compromis (l'autogestion, le salariat étudiant, etc.), ses nombreuses confrontations avec les chefs des Fédérations et ses manifestations aux trajets improvisés qui se terminaient toujours par des arrestations. La mort de cette organisation, qui fait suite à une tentative de grève offensive sans avenir en 1999, a généré des réflexions pour éviter de répéter les mêmes erreurs. C'est alors que des individus ont pris l'initiative de construire une nouvelle association sur des bases solides, plus syndicales, structurées et stratégiques. L'ASSÉ naît de ce processus.

Un texte fondateur de l'ASSÉ, derrière lequel se sont regroupées les premières associations membres en 2001, critique le MDE en affirmant qu'une vision affinitaire, basée sur l'influence de groupes politiques restreints, avait pris le dessus. En deuxième analyse, la volonté était de construire une nouvelle association nationale en favorisant l'intégration des régions, puisque le MDE était cantonné à Montréal. En fait, le but de l'exercice était de fonder une organisation de masse qui serait capable de devenir à terme la nouvelle ANEEQ et cela, le plus ra-

pidement possible. La formation de l'ASSÉ semble ainsi se faire sur des fondements démocratiques, car on voulait grossir sa base, même géographiquement, et exclure de facto toute possibilité de contrôle d'une minorité agissante. Paradoxalement, la pensée de la nouvelle ASSÉ a été le fruit d'une minorité agissante. Mais pour ses théoriciens, la démocratie est une chose centralisée. En basant leur projet sur l'adhésion des associations régionales dont la démocratie est superficielle, voire nulle, plutôt que de faire un travail sur le terrain, ils ont pu bâtir l'ASSÉ illico et balayer sous le tapis toutes les contradictions qu'impliquait leur démarche. Leur prétention est devenue un leitmotiv sans base.

Notre intention n'est pas de remettre en question la pertinence de l'ASSÉ. À ce titre, nous remercions ceux et celles qui ont travaillé de bon cœur à la construire. Il fallait bien une minorité agissante pour nous sortir de la merde. Toutefois, les gens sont au départ inconscients de la portée de leurs gestes et les conséquences qui s'en suivent les dépassent.

Qu'on se le dise. Ce que nous enseigne l'histoire du mouvement étudiant, c'est le caractère incontournable des structures syndicales locales et nationales. D'une part, elles portent une mémoire tactique et un ensemble de revendications clairement définies à travers les années. D'autre part, elles rassemblent une base constituée de membres, avec des moyens pratiques et financiers. Néanmoins, ces deux aspects ne sont efficaces que combinés à une stratégie conséquente : celle d'une mobilisation massive qui fait de réelles pressions sur l'État. L'ASSÉ est le seul syndicat national permettant l'organisation sur ces bases, dont les principes sont ancrés dans une histoire de lutte démocratique et combative. Ceux-ci ont permis les plus grandes mobilisations et les gains les plus importants.

Malgré des principes forts et un ancrage historique réel, une séparation entre l'organisation et les membres s'opère de plus en plus à l'ASSÉ. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, à commencer par le centralisme démocratique. À l'ASSÉ, les délégués sont élu·e·s dans les assemblées générales locales pour ensuite se réunir en congrès afin de coordonner les mandats et les stratégies. Sur papier, ce système fonctionne, mais en pratique, la santé des démocraties locales est si faible, si apathique que c'est tout le mouvement qui en souffre. Cette séparation entre la base et les délégations s'intensifie de telle sorte que ces dernières finissent par diriger la lutte, contrôlent l'organisation via leur poste ou leur pouvoir symbolique. Ce simulacre s'explique par l'accent mis sur le discours pro-démocratique, celui-ci faisant face à la dure réalité des associations locales qui en sont exemptes. Ce phénomène est aggravé par l'occultation volontaire du problème puisque l'ASSÉ ne veut pas intervenir contre ses délégué·e·s d'associations locales qui improvisent sans mandat la marche à suivre. C'est ainsi qu'une minorité peut, plus que jamais, prendre le contrôle d'une association. Plus les organisations sont grosses, plus il devient possible qu'une clique la contrôle. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

La culture d'organisation qui s'impose avec un centralisme démocratique aussi malade est méconnue. Rapidement, nous en citerons quelques exemples : on privilégie l'implication dans les exécutifs au détriment de celle dans des comités de mobilisation (ce qui équivaut à créer deux statuts de militantes et de militants), on contrôle l'information au centre, on tend à développer une division du travail poussée qui empêche la base militante d'avoir une vision d'ensemble, on délaie la mobilisation de terrain et on multiplie les collaborations, on voit le pouvoir des associations universitaires prendre des proportions inquiétantes parce qu'elles

jouent le rôle des intellectuels dans le mouvement, on réinterprète les mandats et révisé l'histoire, on balaie toute radicalité implicitement pour plaire à tout le monde, on bureaucratise les activités, on passe nos journées au téléphone ou sur Internet, la quantité passe avant la qualité, etc. En ce sens, les difficultés que vit actuellement l'ASSÉ tirent paradoxalement leur origine dans la force organisationnelle qui lui a permis de dépasser les contradictions qui ont provoqué la chute du MDE. La séparation entre l'organisation et la base s'est réalisée graduellement et c'est cette évolution que nous tentons ici d'expliquer.



LA GRÈVE SPECTACLE

La grève de 2005 est la dernière lutte d'envergure du mouvement étudiant. Au niveau quantitatif, elle dépasse toutes les grèves étudiantes québécoises qui l'ont précédé, que ce soit au niveau du nombre de personnes en grève ou de la durée de celle-ci. De ce fait, elle marque un point de référence pour la génération actuelle des militantes et mili-

tants, autant au niveau de l'imaginaire de la lutte que sur les questions stratégiques. Plusieurs des dynamiques actuelles du mouvement en sont tributaires.

La grève a été bien préparée. Par exemple, la formation préalable de la CASSÉE a répondu aux exigences du moment, à commencer par celle de donner une voix aux associations indépendantes mobilisées qui refusaient de se faire diriger par les fédérations. Une association comme le Vieux Montréal a fait une réelle escalade des moyens de pression grâce à l'action concertée de ses militantes et militants au sein d'un comité de mobilisation puissant.

Malgré une bonne préparation (sauf en ce qui concerne les revendications), ce qui frappe de la grève de 2005, c'est l'opposition entre son importance quantitative et sa petitesse qualitative. Dès le début, les cégeps les plus mobilisés ont peine à réunir 1 ou 2 % de leur population étudiante sur les piquets de grève. Par rapport à 1996, où près de 10% des populations étudiantes du triangle magique (Vieux Montréal, Maisonneuve et St-Laurent) se sont présentées sur les piquets la première journée, la performance est lamentable! Aussi, les actions de perturbation ont été rares et ont regroupé peu de gens, lesquels furent stigmatisés en tant que faction pro-violence, même au sein de la CASSÉE.

À la CASSÉE, deux visions stratégiques s'affrontèrent rapidement; le syndicalisme de combat d'une part et la guerre de l'opinion publique d'autre part. Les forces plus traditionnelles de l'ASSÉ qui défendaient une perspective sans compromis d'un côté et de l'autre, un paquet d'associations qui n'organisaient presque rien et qui critiquaient les initiatives combatives. La tendance traditionnelle n'a pas eu le dessus. En absence de radicalité et d'actions perturbatrices solides, la lutte médiatique a pris le dessus peu à

peu. Combien de temps avons-nous perdu à s'obstiner pour maintenir notre belle image au lieu d'œuvrer à la construction d'un rapport de force?

La grève spectacle a eu ses symboles, le carré rouge, mais aussi un autre très important qui s'est imposé insidieusement, le nombre 103. L'un donnait l'impression que la population étudiante participait massivement à la lutte, alors qu'elle ne faisait qu'en porter l'image (un peu comme un punk arbore des Dr Marten), et l'autre, le 103, représentait ce qu'il y avait de plus vil dans cette grève, à savoir sa vision économiste sans lendemain. On le sait: les symboles ont tendance à cloisonner les individus à des cercles homogènes et, pire, à vider de leur contenu les mouvements. C'est attribuable au fait que les sympathisants négligent la lutte politique en priorisant la satisfaction de leurs besoins affectifs immédiats. Un symbole utilisé dans un mouvement de masse, contrairement à un bon mot d'ordre, est la manifestation de sa stagnation politique, de son aliénation.

L'apogée de ce phénomène a été la participation de Xavier Lafrance, le porte-parole de la CASSÉE, à l'émission *Tout le monde en parle*, émission où était également invité le chef de la FEUQ. À cette occasion, la CASSÉE a été ridiculisée par Guy A Lepage, lequel revenait constamment sur une fausse information selon laquelle les militant-e-s de la CASSÉE auraient délégué dans un bureau du Ministère de l'éducation quelques jours plus tôt. Cela a été un coup dur porté à la CASSÉE, qui s'engouffrait dans le jeu des médias.

En définitive, la grève de 2005 a été celle qui a rassemblé le plus de grévistes. Nombreuses associations traditionnellement réfractaires à la grève ont emboîté le pas. Ce fût aussi la plus longue grève de l'histoire étudiante du Québec. Toutefois, ce fût aussi une grève où les gains furent beaucoup

moins importants que la majorité des précédentes. Nous croyons que cela peut s'attribuer largement au fait que la grève de 2005 fût avant tout une grève du respect de l'ordre, une grève d'image.



UNE RADICALISATION SANS BASE

La tentative échouée de grève générale illimitée en 2007 a été la conséquence à la fois du contexte social rétrograde et d'une fausse impression de radicalisme issue de la grève spectacle. La grève de l'image s'est renversée en son contraire, l'image d'une grève. Mais cette histoire est surtout la preuve que même une organisation de masse peut être à la merci de petits groupes restreints et cela, malgré ses prétentions démocratiques.

L'ASSÉ présentant dans la pratique d'importantes failles démocratiques, des militants et militantes lancés dans un élan maximaliste ont tenté d'orienter la stratégie de grève sur la gratuité scolaire. L'entente à rabais de 2005 les avait laissés sur leur faim. La grève restait à finir. Arguant que leur travail politique était en continuité avec des mandats d'assemblées générales antérieures - d'ailleurs très peu populeuses - des AG ont été organisées dans des associations locales, certaines sans mandat préalable. Cepen-

dant, le gouvernement venait d'annoncer un dégel et rendait ainsi la stratégie antérieure inadéquate. Mais il y avait déjà un plan sur la table; une campagne politique sur deux ans, une grève offensive en automne, etc... Plutôt que de prendre un recul nécessaire, le plan ayant la gratuité scolaire comme finalité a été apposé à une conjoncture défavorable. Et ce fut la débâcle...

Contrairement à ce qui a été avancé après coup, le problème d'organisation n'explique pas les racines du problème. Bien qu'il y a eu un nombre effarant d'erreurs, c'est le centralisme démocratique qui a lui-même produit une telle possibilité. Les troubles d'organisation sont encore la conséquence d'un manque d'analyse et d'un manque de jugement des militantes et militants de l'ASSÉ quant à l'adhésion de la population étudiante à leur projet. Le maintien de la stratégie au moment de sa chute est un signe d'un manque de dialectique entre les exécutifs et les étudiant-e-s en général. Le peu de matériel préparé avant le début de la campagne en septembre constitue un autre indice de la bulle spéculative du militantisme étudiant d'alors. À la place, les organisateurs ont passé leur été à faire de longues réunions en vase clos et sans mandat sur les points de détails d'une éventuelle coalition qui n'aura jamais existé. En dernière analyse, on a essayé de gérer d'en haut un mouvement encore virtuel. Dans ce cadre fantasmagique, la multiplication des campagnes d'affiliation comme stratégie d'élargissement de la base relevait de la pensée magique, accordant un pouvoir surnaturel aux structures organisationnelles.

LA DÉMOBILISATION GÉNÉRALISÉE

L'absence de bilan après 2007 a généré deux phénomènes parallèles : d'une part, par épuisement et en perte de sens, plusieurs maximalistes ont déserté la lutte, laissant der-

rière eux une relève échaudée par l'échec; d'autre part les réformistes ont récupéré l'ASSÉ pour l'aligner sur une vision pragmatique de la lutte. Ainsi donc, l'ASSÉ a adopté une formule de rechange quant à son discours et son image. On a remplacé la stratégie offensive (pour l'obtention immédiate de la gratuité scolaire) par une approche défensive (étape par étape et contre la hausse). On a également concentré ses efforts autour d'une présence accrue dans les médias et procédé à la construction de partenariats avec des organismes communautaires et des centrales syndicales au sein de grands regroupements (comme la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et la Table des Partenaires Universitaires). On assiste à une certaine dilution des revendications et principes d'action de l'ASSÉ, découlant de son nouveau conformisme vis-à-vis des organisations dites alliées.

Si ce changement de cap idéologique a engendré quelques transformations en surface, le problème de fond a quant à lui été contourné. La tendance à la démobilitation n'est pas renversée et l'ASSÉ se retrouve plus que jamais séparée de ses membres. Autrefois handicapée par ses propres dynamiques, elle est dorénavant en plus à la remorque de dynamiques qui lui échappent. D'abord parce qu'on la soumet aux mécaniques des médias de masse. Ses porte-paroles déclarent, s'exclament et s'indignent. Quant aux 40 000 autres membres, on en sait à peu près rien. On façonne et on met en scène une image décalée de l'état réel du mouvement (dans son dernier communiqué de presse, l'ASSÉ a appelé à une manifestation monstre). Sur le champ de bataille médiatique, nos opposants disposent de moyens disproportionnés par rapport aux nôtres. Ce n'est qu'en opposant le gouvernement à une base nombreuse, dynamique et combative qu'on peut le faire plier à nos exigences.

L'intégration de l'ASSÉ à de grands regroupements occasionne également une progression du processus de bureaucratisation de l'ASSÉ. En effet, en participant à la Coalition opposée la privatisation et la tarification des services publics, on éloigne davantage la base du centre de décision stratégique et on extériorise la lutte. Autrefois, le centralisme démocratique s'opérait à l'intérieur de ses instances. Aujourd'hui, ces dernières servent d'intermédiaire entre les membres et un regroupement d'organismes sans base dirigés par des bureaucrates. C'est d'ailleurs de pair avec ceux-ci qu'a été élaboré un plan d'action pour contrer la hausse des frais de scolarité, inclus dans un plan plus large de lutte aux mesures annoncées dans le dernier budget provincial. Les positions de l'organisation sont ainsi négociées et diluées au sein de la coalition. L'essentiel des débats stratégiques se fait dans un cadre extérieur qui impose son propre rythme. Les propositions sont par la suite ramenées en instances pour adoption, du haut vers le bas. C'est ainsi qu'une distance nouvelle s'installe entre l'ASSÉ et les délégués des associations locales dont la participation aux décisions stratégiques devient de plus en plus accessoire. L'effet sur la participation de la base est désastreux. Sans pouvoir décisionnel concret, les membres n'ont à priori aucun intérêt à apporter leur contribution à un mouvement qui peut se passer d'eux. En guise d'exemples, on n'a qu'à penser à la participation à la Marche mondiale des femmes en 2010 (sans parler de la censure de l'article critique dans l'Ultimatum qui s'ensuivit) et à la signature du manifeste de la Table des partenaires universitaires, dont l'écriture s'est faite complètement en dehors du champ d'action des bases militantes.

La tendance à la séparation est alarmante, mais réversible. L'ASSÉ étant d'abord un ensemble de moyens à la disposition de la base étudiante, c'est cette dernière qui doit en reprendre les rênes via une éducation po-

litique acquise à travers les pratiques démocratiques. Il est urgent que les AG et comités de mob, aujourd'hui désertiques, redeviennent le terrain privilégié de cette éducation. L'autonomie et l'occupation des espaces de participation sont des conditions nécessaires à la prise en charge de la lutte par la population étudiante elle-même. Le mouvement à venir ne peut qu'être transparent, autonome et inclusif. Sans quoi, il court à sa perte.

L'ouverture des espaces de débat est essentielle à cette réappropriation de la base. La peur de la critique doit cesser : le mouvement étudiant n'a jamais été unanime et tire sa puissance de sa capacité réflexive, critique, voire subversive. Le silence entourant les tensions palpables est bien plus nuisible qu'un débat franc. En ce sens, le journal Ultimatum et les médias sociaux ne doivent donc pas servir de vulgaires vitrines publicitaires pour l'ASSÉ mais plutôt devenir des espaces dotés d'une grande liberté de ton et d'une vocation critique. Désigner, analyser et critiquer une tendance, un discours ou des comportements n'est pas un crime; au contraire cela permet un éclaircissement des conflits internes. Cantonner les débats organisationnels dans la sphère restreinte des hautes instances, dans une culture du secret, mène à la dangereuse séparation déjà évoquée. Puisque l'information appartient à tous et à toutes, non pas aux spécialistes de l'organisation, les tâches d'externes et de porte-parole doivent donc être déléguées sur une base plus large. Impliquer les forces militantes locales et nationales pour démocratiser les savoir-faire est crucial: si la population étudiante veut transformer ses conditions par elle-même, elle doit pouvoir se prononcer sur le type de bataille qu'elle est prête à mener, de même qu'acquérir les capacités de son émancipation.

À l'intérieur du mouvement étudiant, une certaine autonomie de ses différentes composantes est requise afin qu'il évolue. Plutôt

que de freiner les initiatives et l'expérimentation, il faut stimuler leur intégration aux débats stratégiques. Plutôt que de participer à des réunions externes et se montrer dans les médias de masse, les exécutants et les exécutantes doivent veiller à ce que les ressources militantes apportent un support à l'organisation de comités de mobilisation autonomes locaux et maintiennent le bon fonctionnement des instances démocratiques. L'exécutif doit laisser la base militante active diriger le mouvement et non le contraire.

Si l'appui des autres mouvements est important, nous ne pouvons en aucun cas modeler nos façons de faire aux leurs. Le mouvement étudiant s'est doté au fil des ans de pratiques et de structures qui tiennent compte de ses réalités. Ne comptons que sur nos propres moyens! Les étudiants et étudiantes doivent pouvoir s'approprier le travail de leur organisation et le transformer à l'image de leur réalité. Nous ne répéterons jamais assez que l'élargissement et la consolidation d'une base militante sont vitaux pour le mouvement.

Nos inquiétudes sont fondées. Que ce soit la proposition de décerner des bourses aux exécutantes et exécutants l'an dernier, la participation d'un exécutant à une activité de Québec Solidaire le 10 novembre ou encore le cessez-le-feu avec la FECQ-FEUG pour le 6 décembre, tout cela nous oblige à exposer publiquement nos craintes.

POUR QUE LE MOUVEMENT ÉTUDIANT NE SOIT PAS UNE MARCHANDISE

Le mouvement étudiant évolue dans un contexte social de morosité politique et de cynisme qui nuit concrètement à l'engagement. C'est grâce à une analyse des origines de ce contexte que nous parviendrons à y pallier, du moins partiellement. La so-



Image de la page couverture du journal l'Étincelle du MDE en 1996

ciété marchande nous imprègne toutes et tous, influençant curieusement les mouvements de lutte qui s'y opposent. La mise en scène de la lutte des classes n'est possible qu'au sein d'une société spectaculaire. L'idéologie dominante parvient naturellement à s'intégrer, malgré nous, dans notre manière de réfléchir et d'organiser notre pratique politique. Les symboles ont pesé lourd en 2005 et maintenant, avec le développement continu d'Internet, nous devons faire face à un confinement grandissant de la lutte aux espaces virtuels. Le web nous fournit des outils efficaces d'organisation et favorise la diffusion de notre discours, certes. Toutefois, sa fonction sociale éloigne la jeunesse politisée de l'action politique concrète alors que celle-ci est la seule à pouvoir faire reculer le gouvernement.

Le militantisme ne doit pas privilégier l'aspect quantitatif de la lutte au détriment des questions qualitatives. C'est la conscience et la combativité d'une masse critique de militantes et de militants qui déterminent la force

et la viabilité du mouvement étudiant. L'escalade des moyens de pression n'est pas un slogan creux! Dans une lutte sociale, elle participe activement au processus de politisation. C'est en ce sens qu'elle doit appartenir aux comités de mobilisation actifs et qu'elle doit parvenir à exprimer la colère étudiante. Cette escalade nous offrira la possibilité de nous associer à des syndicats étudiants indépendants et démontrera notre sérieux au gouvernement. Celui-ci doit comprendre que la grève générale illimitée est à nos portes et que nous l'empêcherons d'augmenter éternellement les frais de scolarité. Certaines grèves étudiantes au Québec sont ainsi parvenues à obtenir des gains avant même d'être déclenchées.

Vous avez sûrement compris que nous émettons le constat qu'à l'heure actuelle, l'ASSÉ est séparée de ses propres principes. Le syndicalisme de combat est un terme bien en évidence dans les documents et les procès-verbaux, mais son ancrage dans le réel est de plus en plus accessoire. C'est grave parce que c'est la seule organisation qui nous offre les structures démocratiques et nationales essentielles au travail politique dans lequel nous nous investissons. Les contradictions organisationnelles de l'ASSÉ, latentes en périodes d'accalmie politique, risquent de devenir un véritable boulet lors de l'intensification des luttes. Il faut commencer à agir sur celle-ci dans les plus brefs délais afin d'éviter le pire. Voici donc quelques pistes de réflexion que nous lançons pour amorcer cette tâche colossale.

Les signataires

Guillaume Beauvais (AFESPED), François Bélanger (ancien de l'UQAM), Marie-Douce Bélanger (ADEESE), Marie-Ève Blais (ancienne de l'AECS et de l'AECSL), Xavier Blais (AGEUQO), Justine Blanco-Lalonde (SSMU), Dominique Bordeleau (AGECVM), Ivan Bricka (AFESH), Émilie Champoux (ancienne de la SOGÉÉCOM), Francis Chartrand (SECMV), François-Xavier Clermont (AGECVM), Laurent Cornelissen (AGECVM), Andréann Cossette-Viau (AGEECLG), Jean-Sébastien Côté (AFESPED), Clément Courteau (AGECR - Rosemont), Jean-Sébastien Crépeau (AEMSP), Nastaran Daniali (AFESH), Sacha Désautels (ancien de l'UQAM), Estelle Desjarlais (AGECVM), Philippe T. Desmarais (AÉAUM), Alexandre Duchesne Blondin (AFESH), Pierre-Marc Dugauy (ancien de l'AFESH), Jérémie Dunn (SECMV), Simon Émard (AGECVM), Jean-Christophe Gascon (AFÉA et AFESH), Miguel Gosselin-Dionne (AFESH), Keena Grégoire (AGEB-deB), Geneviève Guernier (AFESH), Pierre-Luc Junet (AFÉA), Nicolas Lachance-Barbeau (AGEFLESH-UdeS), Thomas Lafontaine (AECSSPUM), Catherine Landry (AGEM), Héloïse Lanouette (AEGUM), Louis Laramée (AÉCS), Laurie-Ève Laroche-Dubé (AÉSS-UQAM), Stéphanie Lavoie (AGECVM), Mathilde Létourneau (AGECVM), Dominique Létourneau-Tremblay (ancien de l'AEMSS-UQO), Marie-Pier Lévesque (AGÉÉÉ - UdeM), Loïc Michaud-Mastoras (AÉDDHUM 2e cycle), Jo-Annick Perreault (ancienne de l'AGECVM), Adam Pétrin (cégep à distance, ancien du SECMV), Andréa Pilote (AFESH), François Pinet-Forcier (ancien de l'AGECVM), Vincent Plourde-Lavoie (AFESH), Mathieu Poissant (AGEFLESH-UdeS), Gabrielle Provost (AFÉA), Samuel Rasmussen (AECS), Mathieu Renaud (AFÉA), François Rochefort (AFESH), David Saint-Amand (AFESH), Olivier Savary (AFESH), David Simard (ancien de de l'UQAM et de l'AGECVM), Étienne Simard (AGEUQO), Valérie Simard (ancienne de l'AEMSS-UQO), Adam Szanyi (ADÉPUM), Camille Toffoli (AÉCS), Sébastien Tremblay (AEHUM), Camille Tremblay-Fournier (AFESH)

Les bases préliminaires

- Baser la stratégie sur une escalade des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée;
- Rassembler les forces étudiantes sérieuses au national autour de cette stratégie, de manière à représenter une menace sérieuse pour le gouvernement s'il procède à une hausse des frais de scolarité;
- Brandir rapidement la menace d'une grève générale illimitée en s'assurant de son ancrage profond au sein de la population étudiante, du bas vers le haut;
- N'entreprendre aucune négociation sans disposer d'un rapport de force suffisant;
- S'opposer dès maintenant à toute collaboration avec les fédérations étudiantes, diffuser une critique de celles-ci et envisager une lutte concrète contre elles advenant son entêtement à s'approprier le mouvement et à négocier seules;
- Établir des mécanismes de rotation des tâches au sein de l'exécutif, l'obligeant à prioriser le travail politique de terrain;
- Établir des mécanismes obligeant les délégations à obtenir des mandats en assemblée générale sur les grandes lignes du plan d'action de l'ASSÉ et sur les autres questions importantes (structure, alliances et budget);
- Réévaluer la participation de l'ASSÉ à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et à tout autre grand regroupement afin de prioriser la préparation de la grève au détriment de la préparation aux instances et activités de ce groupe de pression;
- Rendre accessible à l'ensemble des membres toute documentation pertinente faisant état des rencontres externes (pv d'instances des regroupements auxquels participent l'ASSÉ, comptes-rendus de rencontres, etc.)
- Utiliser tous les moyens à notre disposition pour favoriser une réflexion critique et collective quant aux tactiques à adopter au national et au local, en particulier sur la question de l'occupation des institutions post-secondaires;
- Démocratiser et publiciser les débats stratégiques de l'ASSÉ, entre autres grâce à l'ouverture d'une section dédiée à ce sujet dans le journal Ultimatum;
- Déléguer les tâches de l'organisation à des militantes et militants qui ne font partie de l'exécutif;
- Accorder la priorité à l'organisation et à la formation de comités de mobilisation au local;
- Cesser d'utiliser le carré rouge comme symbole du mouvement;
- Élaborer des revendications issues d'une analyse sérieuse de la conjoncture et en rupture avec celles prévisibles des fédérations;
- S'attarder aux moyens d'empêcher la prépondérance des associations étudiantes universitaires sur les associations collégiales, en particulier au niveau du discours;
- Délaisser les médias au profit de campagnes de mobilisation.